

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 315/05

ASA 17/047/2005 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES DE TORTURE OU DE MAUVAIS TRAITEMENTS PRISONNIER D'OPINION

CHINE **Zheng Enchong (h), avocat et défenseur des droits humains, 55 ans**

Londres, le 14 décembre 2005

Selon les informations recueillies, le prisonnier d'opinion Zheng Enchong a été battu dans la prison de Tilanqiao, à Shanghai, où il purge une peine de trois ans d'emprisonnement. Amnesty International craint que cet homme ne soit soumis à de nouveaux mauvais traitements, voire des actes de torture.

Le 10 décembre, un responsable de l'établissement pénitentiaire a téléphoné à la famille de Zheng Enchong, afin de l'informer que celui-ci avait « *enfreint un règlement de la prison* » et que ses visites familiales mensuelles étaient suspendues, sans préciser quelle règle avait été violée, ni la durée de la suspension. La famille a demandé à parler à Zheng Enchong par téléphone, mais en vain.

Tôt dans la matinée du 14 décembre, des proches de Zheng Enchong se sont présentés à la prison de Tilanqiao, dans l'espoir d'être autorisés à le voir ou à lui parler, ou, tout au moins, d'être rassurés quant à sa sécurité et son état de santé. Toutefois, bien qu'ils fussent entourés d'une demi-douzaine de représentants de la sûreté nationale, et après avoir passé de multiples appels aux responsables de l'établissement depuis les portes la prison et attendu de longues heures, leur demande a été rejetée. Ils n'ont pas eu le moindre contact avec Zheng Enchong depuis leur dernière visite, le 12 novembre. Amnesty International craint que l'avocat n'ait été battu, et le fait que les autorités interdisent tout contact avec ses proches est pour le moins inquiétant du point de vue de sa sécurité et de son état de santé.

Au cours d'une visite le 9 mars 2005, Zheng Enchong a déclaré à sa famille qu'il avait été battu après avoir demandé du papier pour écrire au gouvernement central et dresser une liste des personnes mortes après avoir été contraintes à déménager par les autorités. Les proches de Zheng Enchong affirment qu'il leur a demandé d'effectuer des démarches auprès des autorités afin qu'il soit transféré dans une prison hors de Shanghai, car il craignait de ne pas survivre à sa peine de détention à Tilanqiao.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Zheng Enchong, avocat à Shanghai, conseillait et représentait des familles expulsées de force de leur maison, ou insuffisamment indemnisées à la suite de leur expulsion. Son droit d'exercer lui a été retiré par les autorités municipales en juillet 2001. Certaines personnes craignaient, à l'époque, que Zheng Enchong ne soit pris pour cible par des fonctionnaires municipaux corrompus qui s'enrichissaient en s'associant à des promoteurs immobiliers fortunés et puissants. Mais Zheng Enchong a continué de donner des conseils juridiques et, selon certaines informations, il avait représenté ou assisté plus de 500 familles au moment de son arrestation.

Le 28 août 2003, Zheng Enchong a été jugé à huis clos par le tribunal populaire intermédiaire n° 2 de Shanghai pour avoir « *communiqué des secrets d'État à des entités étrangères* ». La notion de « *secrets d'État* » est définie de manière vague dans la loi chinoise, et les inculpations liées aux « *secrets d'État* » sont fréquemment arbitraires ou motivées par des considérations d'ordre politique. Dans le cas de Zheng Enchong, les éléments de preuve consistaient en deux télécopies qu'il aurait envoyées à l'organisation Human Rights in China, basée à New York. Plus d'une centaine de personnes, dont la plupart avaient bénéficié des conseils juridiques de Zheng Enchong, ont manifesté devant le tribunal. Zheng Enchong a été déclaré coupable et, le 28 octobre 2003, il a été condamné à une peine de trois ans d'emprisonnement.

Le 9 décembre, l'association des juges allemands a décerné à Zheng Enchong une récompense au titre de son rôle en tant que défenseur des droits humains, lors d'une cérémonie à laquelle était convié le président allemand, Horst Köhler. Jiang Meili, l'épouse de Zheng Enchong, avait prévu de représenter son mari lors de cet événement, mais elle s'est vu refuser l'autorisation de quitter le territoire chinois en raison d'un soi-disant litige foncier, dont elle a été informée soudainement, juste avant son départ. Il est possible que les passages à tabac dont a récemment été victime Zheng Enchong et la suspension de son droit de visite aient un rapport avec la distinction qu'il a reçue.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais, en chinois ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous préoccupé par les informations selon lesquelles Zheng Enchong a été battu dans la prison de Tilanqiao à Shanghai ;
- exhortez les autorités à diligenter une enquête exhaustive et impartiale sur ces informations et à traduire en justice les responsables présumés ;
- appelez-les à garantir la sécurité de cet homme pendant sa détention et à veiller à ce qu'il ne soit pas torturé ni soumis à d'autres formes de mauvais traitements ;
- priez les autorités de s'assurer que Zheng Enchong puisse jouir du droit de recevoir la visite de sa famille, de consulter un avocat et de bénéficier des soins médicaux dont il pourrait avoir besoin jusqu'à sa libération ;
- demandez la libération immédiate et sans condition du prisonnier d'opinion Zheng Enchong, qui est privé de liberté alors qu'il n'a fait que mener ses activités pacifiques et légitimes de défenseur des droits humains.

APPELS À :

Directeur de la prison de Tilanqiao :

Qiao Liguó Yuzhang
Tilanqiao jianyu
147 Changyanglu
Shanghaishi 200082
République populaire de Chine

Formule d'appel : *Dear Director, / Monsieur le Directeur,*

Directeur de l'administration pénitentiaire de Shanghai :

Qiao Yesheng Juzhang
185 Fuzhoulu
Huangpuqu
Shanghai city 200002
République populaire de Chine

Courriers électroniques : ysqiao@jyj.shanghai.gov.cn

Formule d'appel : *Dear Director, / Monsieur le Directeur,*

COPIES À :

Ministre de la Justice :

Wu Aiyíng
Ministry of Justice
10 Chaoyangmen Nandajie
Chaoyang District
Beijing 100020
République populaire de Chine

Fax : +86 10 65292345

Courriers électroniques : minister@legalinfo.gov.cn

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la République populaire de Chine dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 25 JANVIER 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*